



Me Christian Ntimbane Bomo ne veut pas voir Maurice Kamto céder aux intimidations du régime de Yaoundé.

L'avocat inscrit au barreau de Paris conseille au leader du MRC de lancer un nouveau mot d'ordre de manifestation dans les prochaines heures.

Les policiers et gendarmes qui campaient autour la résidence de Maurice Kamto au quartier Basto de Yaoundé depuis le 21 septembre dernier ont quitté les lieux mardi.

Cette décision intervient après que les opérations de vote des élections régionales ont pu se dérouler dimanche « **dans le calme et la sérénité, malgré les appels au boycott lancés par certains partis politiques d'opposition, et les menaces proférées par les miliciens séparatistes dans les régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest** », a souligné dans un communiqué, hier mardi, le porte-parole du gouvernement camerounais, Emmanuel René Sadi.

«**La situation du leader du MRC et de son parti continuera de faire l'objet d'un examen attentif des instances judiciaires et administratives compétentes et les développements y afférents seront portés à la connaissance de l'opinion publique en temps opportun** », a précisé le porte-parole du gouvernement.

Me Christian Ntimbane Bomo

A peine libéré, Maurice Kamto a indiqué que la lutte n'a même pas encore commencé, invitant surtout ses partisans à rester mobilisés.

Pour Me Christian Ntimbane Bomo , Maurice de Kamto doit immédiatement lancer un nouveau mot d'ordre de manifestation publique. « **Monsieur le Président Maurice Kamto, tant que ce régime ne lance pas le processus de la révision consensuelle du système électoral, lancez des mots d'ordre. Le peuple est avec vous et n'attend que vous. Pourquoi pas un mot d'ordre dans les prochaines heures ? C'est de votre devoir de conduire notre peuple vers la démocratie** », a-t-il écrit-il sur sa page Facebook ce 9 décembre 2020.

L'avocat international a expliqué que le régime de Paul Biya veut se servir de la fin des élections régionales pour justifier sa décision, pourtant les injonctions de lever le blocus autour de la résidence de Maurice Kamto ont été clairement données par Paris. « **C'est vraiment la France qui commande ce régime. À la suite de la menace de Macron et de son ministre Le Drian, la séquestration de Maurice Kamto est levée, et en de mots à peine voilés, René Emmanuel Sadi, le Ministre de la communication du régime, annonce les libérations prochaines des autres prisonniers politiques. La fin des régionales est un faux prétexte, pour éviter l'humiliation** », a mentionné le juriste internationaliste.